

Discours de Marine Le Pen

Prononcé le samedi 19 novembre 2011 à Paris à l'occasion de la présentation de son Projet Présidentiel.

Clemenceau a dit « il faut d'abord savoir ce que l'on veut, il faut avoir le courage de le dire, il faut ensuite l'énergie de le faire ».

Voilà mes amis ce qui nous réunit enfin aujourd'hui.

Contrairement à ce qui a pu être écrit dans les versions romancées dont raffolent nos médias, rien en réalité ne me prédestinait à être ici aujourd'hui devant vous, choisie pour prendre la tête de la grande bataille pour la renaissance de notre pays.

Je n'ai pas été biberonnée comme les carriéristes qui nous gouvernent à l'ambition présidentielle et pour cause j'ai combattu toute ma vie pour qu'un autre soit élu et mène cette grande mission.

Dans mon biberon à moi, il y avait le profond amour de notre patrie et de notre peuple, la fierté d'en être issue, la conscience d'une histoire de France magnifique de grandeur et de douleur, l'admiration sans bornes face au génie de nos chercheurs, de nos philosophes, de nos écrivains, de nos ingénieurs, de nos artistes, face au courage de nos entrepreneurs, de nos paysans, de nos ouvriers... et de nos marins.

Il y avait le respect de nos combattants, de nos stratèges militaires et politiques qui avaient réussi l'équilibre magique entre un Etat libre et une Nation forte.

Il y avait la conscience aussi de détenir comme nous tous une part de responsabilité dans la préservation du joyau qui m'avait été transmis à la naissance, un pays ancien, brillant, qui tout au long des siècles d'histoire avait forgé et fait rayonner ces valeurs universelles dont il choisirait de faire sa devise : la liberté, l'égalité et la fraternité.

Voilà pourquoi le destin peut-être a décidé que je serai au milieu de vous aujourd'hui candidate à l'élection suprême pour une mission essentielle : vous rendre, peuple de France, votre pays, votre fierté et ainsi vous permettre à nouveau d'exprimer, au cours des siècles prochains, votre immense talent.

Confiants, parfois même naïfs, les Français ont abandonné depuis 30 ans les rênes de notre destin à des hommes qui, sous une étiquette ou une autre, ont failli à leur mission. Ces hommes, par incompetence ou par sottise, par cupidité ou par lâcheté, peu importe somme toute, ont ouvert une parenthèse d'effacement et de renoncement.

Ils ont laissé s'installer l'injustice et le chaos, s'effondrer les fondamentaux économiques, culturels, politiques, diplomatiques de notre Nation.

Ils ont failli à la mission de la protection et de la transmission.

Arrogants, ils ont pensé que l'on pouvait faire fi de la lente et laborieuse construction de notre Nation, de son unité, de sa liberté, qu'ils pouvaient s'échapper du réel pour créer un monde exclusivement virtuel où leur œuvre serait l'avènement d'un homme nouveau coupé de ses racines, nomade, jetable, esclave de l'ordre marchand.

Ce monde rêvé et théorisé par Jacques Attali dans sa «brève histoire de l'avenir» où il annonçait avec une joie non dissimulée l'émergence d'un (je cite) « hyperempire où des hyper nomades dirigeront un empire hors sol ».

Et bien, ils l'ont fait.

Chaque décision prise contribuait à ce fol objectif – dilution de la Nation, affaiblissement de la famille, disparition des solidarités nationales, négation de notre identité et de nos racines, effacement de notre mémoire, mépris des valeurs d'efforts, de travail, de mérite, de courage, de droiture,

Plus de hiérarchie, tout vaut tout et donc tout ne vaut plus rien.

Le professeur est l'égal de l'élève, le policier du délinquant, la création réelle de richesse vaut la

spéculation irresponsable et stérile, la défense de l'intérêt personnel vaut le bien commun.

Les machines deviennent l'égal des hommes qui, du coup, sont traitées comme des machines.

Le court-termisme a tout corrompu, a fait fi des autres, des générations suivantes, on dépense, on gaspille dans une recherche effrénée de la satisfaction immédiate, du profit immédiat.

Dettes, licenciement boursier, esclavage moderne en sont les conséquences les plus visibles et les plus immédiates.

Nous avons une autre vision de l'homme, des structures essentielles que sont la famille, la Nation, une autre vision de l'économie et des solidarités.

Les « 30 piteuses » peuvent n'être qu'une parenthèse dans notre histoire, car ce qui a été défait par la duperie de quelques hommes, peut être reconstruit par la volonté d'un peuple tout entier.

Insécurité, liberté, immigration, démocratie, pouvoir d'achat, chômage, vous avez été trompés- la belle affaire !

Il n'est plus temps de pleurer sur le lait renversé, mais d'ouvrir enfin les yeux, de se retrousser les manches, de défendre nos valeurs et de prendre enfin les décisions qui changeront notre avenir.

Il est temps de faire renaître l'esprit de la France, du latin spiritus... Le souffle de la France.

C'est ce projet que je porte aujourd'hui et que je vous demande de porter avec moi.

Ce projet est le vôtre.

Il est un projet d'espérance à la hauteur du panache qui est celui de notre peuple, à la hauteur de l'énergie qui, demain, pourrait renaître dans le pays.

Ce projet est celui du peuple, porté par le peuple et à son bénéfice exclusif.

Ce projet est cohérent, d'une cohérence absolue parce que fondé sur une vision claire de notre pays, de l'avenir qu'il mérite et de ce qu'il peut apporter au monde.

C'est pourquoi, contrairement à ceux qui rendent public leur projet un mois avant l'élection, j'ai voulu le présenter tôt afin que les Français aient le temps de le lire, de l'étudier, de s'en saisir, d'en débattre, d'y adhérer.

Parce que l'élection présidentielle est trop importante pour tenter de prendre les électeurs par surprise.

Dès cet après-midi, nos compatriotes pourront le consulter sur mon site de campagne et y trouveront les réponses aux nombreuses questions qu'ils se posent sur la voie à prendre et comment la prendre.

Et parce que la vérité et la transparence sont pour nous des vertus cardinales, je présenterai au pays en janvier prochain le plan de désendettement que je propose à la France, accompagné du chiffrage de ce projet.

Désendetter le pays est une préoccupation au combien essentielle, lorsque l'on mesure la situation de faillite dans laquelle ceux qui nous gouvernent, laisseront en mai prochain notre pays.

La lucidité, le sens des responsabilités ont présidé à l'élaboration de ce plan de vigueur que j'entends résolument opposer à leur plan de rigueur.

Mais un projet présidentiel n'est pas non plus une collection de mesures catégorielles, ce n'est pas un assemblage hétéroclite destiné à faire plaisir à tel ou tel allié politique, en échange de telle ou telle circonscription.

Ce n'est pas non plus le choix d'un thème ou deux, ou d'une posture, destinés à cacher la perte totale de maîtrise sur les événements.

Le pouvoir a fait sienne cette citation de Cocteau : « ces choses là nous dépassent, feignons d'en être les organisateurs ».

Non, un projet présidentiel, c'est bien plus que ça. Je le répète, c'est une vision qui transcende tous les secteurs de la vie publique, et c'est cette vision que je vous présente aujourd'hui.

La voix du peuple,
L'esprit de la France,
Voilà mon crédo :

Entendre et défendre la volonté du peuple, le mettre au centre de toute politique

Faire à nouveau briller l'esprit de la France en redéployant chez nous et dans le monde, les valeurs essentielles qui font de nous ce que nous sommes.

La voix du peuple

« Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. » Ces mots qui figurent pourtant à l'article 2 de notre Constitution sonnent aujourd'hui étrangement à nos oreilles. Ils finiraient par nous paraître des mots d'un autre âge. Et pour cause, cet article a été purement et simplement oublié par les gouvernements successifs depuis des décennies !

Ce principe est pourtant essentiel. C'est la base de tout.

Entendre et défendre la voix et les choix du peuple, dans un seul objectif : travailler au bonheur des Français. C'est l'unique méthode de gouvernement que je conçois pour la France.

En toutes circonstances, et dans tous les domaines, le gouvernement de la Nation doit mettre en œuvre la politique que le seul souverain que nous reconnaissons, le peuple français, dessine en s'exprimant dans les urnes.

Et ce gouvernement agit dans l'intérêt général, qui n'est pas pour moi une notion floue ou le paravent de l'indécision, mais qui correspond à quelque chose de très concret, l'intérêt des Français.

L'intérêt des Français avant tout, l'intérêt des Français par-dessus tout !

L'intérêt des Français contre l'intérêt des marchés financiers. L'intérêt des Français avant l'intérêt des autres peuples, y compris européens. L'intérêt général, contre les féodalités financières, politiques, religieuses ou mafieuses et contre les corporatismes.

Car le constat est rude mais doit être fait.

Le peuple français a été pillé.

Il a d'abord été pillé par ses élites, celles qui se partagent le pouvoir depuis des années. Pillé par des élites qui n'ont jamais eu que faire de l'intérêt des Français, et qui ont toujours travaillé pour d'autres intérêts... en général, les leurs.

Le peuple français a été pillé d'abord de sa souveraineté.

Le peuple français a été volé de sa liberté au profit d'une technocratie européenne, inféodée aux marchés financiers, totalement coupée des peuples. Car les transferts de compétence à l'Union européenne correspondent dans les faits à l'effacement sans condition d'un gouvernement français désormais aux ordres d'agences bruxelloises et sous domination de la seule puissance européenne qui parvienne à se faire entendre, l'Allemagne.

Aujourd'hui plus que jamais, l'ordre marchand fait sa loi en Europe contre la volonté des peuples, il démet les dirigeants et place aux postes de responsabilité leurs employés de banques en Grèce, en Italie...

Dans quel but ? si ce n'est d'imposer partout en Europe aux peuples exténués de nouveaux sacrifices destinés à sauver le dogme sacré de nos élites européistes, le veau d'or de l'euro et à enrichir toujours plus... l'ordre marchand. On n'est jamais mieux servi que par soi-même, me direz-vous ?

Pillé, je vous le disais, peut être plus encore que vous ne l'imaginez, nous avons 1700 milliards d'euros de dettes, et la France a versé depuis 1973, 1400 milliards d'intérêts aux marchés.

Travailler exclusivement pour nos créanciers, leur verser toute la richesse que nous créons.

Ils ont rétabli de fait l'esclavage pour dette supprimé par Solon en 500 avant JC.

Mais si les Français veulent vivre en esclave, ce n'est pas un Président de la République dont ils ont

besoin mais d'un géôlier.

Voilà pourquoi je veux reprendre les rênes, en permettant à nouveau à la Banque de France de prêter au trésor sans intérêt, casser ce monopole d'usuriers, supprimer cette funeste loi de 1973 qui a précipité notre surendettement au plus grand bénéfice, jusqu'à présent, de nos créanciers.

Pillé aussi le peuple français par la corruption de ses élites.

La multiplication effrayante des affaires, des scandales, est loin de se limiter à de sordides histoires de mœurs, l'affaire du Carlton démontre notamment l'existence d'un véritable pacte de corruption alliant des responsables politiques, dont un candidat à la présidentielle, des membres de la haute administration et des salariés de grands groupes du CAC 40.

Combien d'autres affaires attendent-elles d'être dévoilées ?

Dans le même temps, cette hyperclasse use de toutes les ficelles pour prendre au petit peuple, aux plus faibles, à ceux qui ne peuvent guère se faire entendre ou protester, le peu qu'il leur reste.

Avec 27 taxes créées depuis 2007, la fiscalité est aujourd'hui écrasante et menace les classes moyennes, elle enfonce les acteurs économiques qui devraient être les plus dynamiques, nos PME.

Pillé encore par les amis du pouvoir, la grande distribution qui a augmenté sans cesse ses marges, volant les consommateurs mais aussi les industriels et les agriculteurs, obligés sous la pression de baisser les leurs de marges jusqu'à la mort économique.

Les Français sont pillés aussi parce qu'on a laissé se développer dans la Nation la gangrène du désordre et de la violence, la délinquance coûte chaque année 115 milliards d'euros.

Plus largement, on a laissé dans notre pays les rapports sociaux se déshumaniser. C'est la loi de la jungle qu'on a laissé s'installer !

C'est cette loi où la violence seule régule les relations humaines qui domine !

C'est cet esprit, incarné jusqu'aux plus hauts sommets de l'Etat, qui irrigue aujourd'hui l'ensemble du champ social, le monde économique, et parfois mêmes l'univers familial !

Ma première mission sera donc, dans tous les domaines, de mettre fin à ce pillage généralisé, avec la plus grande fermeté tant à l'égard des pilleurs du bas que des pilleurs du haut.

Vous rendre votre dû, mais aussi vous rendre votre place au centre de toute politique, de toute décision.

C'est aussi pourquoi j'entends faire revivre la démocratie dans notre pays.

Cela passe d'abord et avant tout par l'affirmation d'un message clair : en France, c'est au niveau national que la démocratie s'exprime. Ce n'est pas au niveau d'instances supranationales qui n'ont rien de démocratique. Il n'y a pas de peuple européen, il n'y a que des peuples européens !

Doté d'un poids politique fondamental, le ministère des Souverainetés sera créé et chargé de coordonner la renégociation des Traités européens, de mettre fin à l'asservissement de la France, de restaurer notre souveraineté nationale dans l'ensemble des domaines où elle a disparu, de nous rendre le pouvoir.

Dans le même temps, les féodalités locales, dans les régions et les départements seront combattues. La démocratie peut s'exprimer au niveau local, mais il est inconcevable que les exécutifs de nos collectivités se transforment en autant de petites seigneuries.

La libre administration des collectivités territoriales ne justifie pas la clause de compétence générale qu'on leur a accordée dans le cadre d'une décentralisation désormais hors de contrôle.

A l'origine de toutes les dérives féodales, cette clause cessera de s'appliquer aux collectivités territoriales qui verront leurs compétences précisément définies et limitées par la loi.

Quand l'on veut se mêler de tout sans en avoir les moyens et la légitimité, on fait tout mal et les coûts explosent.

La restauration de la démocratie nécessite aussi que de grandes réformes institutionnelles soient

entreprises.

Dès le début du quinquennat, j'inviterai le peuple français à se prononcer sur une importante révision de la Constitution. Passage au septennat non renouvelable, interdiction de réviser la Constitution autrement que par la consultation du peuple dans son ensemble, reconnaissance du référendum d'initiative populaire sont autant de progrès démocratiques que je demanderai aux Français de ratifier.

J'installerai le scrutin proportionnel à toutes les élections, nationales ou locales, directes ou indirectes. Il est en effet essentiel d'assurer la représentation de toutes les sensibilités politiques choisies par les électeurs, notamment à l'Assemblée Nationale. Il est intolérable qu'une majorité du peuple soit absente de nos assemblées.

La voix des Français sera entendue.

Mieux, la voix de chaque Français sera entendue.

Mais il n'y a pas qu'à l'Assemblée que le peuple doit faire son grand retour.

Il doit revenir partout et, au premier chef, là où l'on parle en son nom- au sein de la justice.

Ainsi, il est anormal qu'un juge d'application des peines puisse prononcer la libération conditionnelle d'un criminel condamné par un jury populaire.

Je confierai donc à un jury de Cour d'assises, après un vrai procès, le soin d'accorder ou pas la libération conditionnelle pour les condamnés à des peines de réclusion criminelle assorties de périodes de sûreté.

Jamais les Français ne se sont senti aussi étrangers à son fonctionnement. Les victimes notamment sont totalement exclues du processus judiciaire, niées, souvent même rejetées.

Bien souvent, laissées au bord de la route de leur propre procès.

Alors que toute l'attention se porte sur le criminel ou le délinquant, que l'on ne cesse de renforcer ses droits, parfois jusqu'à l'absurde, la victime elle ne bénéficie d'aucune aide, d'aucune information, d'aucune considération.

On a bien souvent même le sentiment qu'elle gêne.

Combien de victimes ou de parents de victimes apprennent par la presse la libération de leur violeur ou de l'assassin de leurs enfants ?

Cette situation cessera.

J'entends redonner une vraie place à la victime dans le processus judiciaire.

Ainsi la présence des victimes dans les commissions de décision de remise en liberté sera prévue et obligatoire.

Les associations d'aides aux victimes seront financièrement soutenues pour les accompagner.

L'accent sera porté sur l'application réelle des peines et des mesures de réparation. Car la justice n'a pas fini son travail au prononcé du verdict.

Elle a remplie sa mission quand la peine prononcée a été exécutée et la victime dédommagée !

Prononcer une peine au nom du peuple français c'est bien, la faire exécuter au nom du peuple français, c'est une exigence.

De manière générale, j'aurai recours autant que nécessaire à la consultation populaire pour trancher les grandes questions qui font débat dans la Nation parce que je crois à l'intelligence collective et nous sommes payés pour savoir que celui qui sait le mieux ce qui est bon pour le peuple français...est précisément le peuple français !

Mais, il n'y a pas non plus de démocratie solide sans transparence.

Si la démocratie est aujourd'hui malade en France, c'est aussi parce que nos élites ont perdu tout sentiment de responsabilité dans la gestion des affaires publiques. Ils n'agissent bien souvent plus par devoir mais par intérêt.

Or, la politique est un devoir.

Et ce devoir impose des exigences absolues de transparence vis-à-vis du peuple qui donne sa confiance. Il est grand temps mes chers amis de remettre la morale publique au cœur des pratiques de gouvernement en France ! On ne peut plus tolérer la multiplication des scandales d'Etat, si nombreux aujourd'hui que nos compatriotes n'y prêtent plus attention !

Alors, pour éviter les Woerth, Joyandet, Amara, etc. (la liste est trop longue), je ferai quelques réformes de bon sens qui garantiront le respect de principes essentiels.

Chaque nomination, pour tout haut responsable politique ou administratif, devra faire l'objet d'une enquête minutieuse.

Le passé professionnel de chacun, à commencer par celui des ministres, sera examiné par une « haute instance sur la prévention des conflits d'intérêts et de la transparence » dont les membres seront désignés par les présidents du Sénat, de l'Assemblée Nationale et de la Cour des comptes.

Cette haute instance examinera aussi la pertinence, sur le seul critère de la compétence, de toutes les nominations à des postes importants.

Concernant la bonne gestion de l'argent public, on imposera comme cela se fait dans la plupart des pays démocratiques, le contrôle des notes de frais et de représentations de tous les exécutifs par leurs assemblées respectives.

Celles-ci représentent en effet des sommes souvent supérieures aux indemnités versées aux élus.

Rien ne doit échapper au contrôle et au jugement des Français.

Enfin, cela paraît si évident, mais il faut le rappeler tant le principe a été oublié : il n'y a pas de démocratie solide sans débat.

Le débat aura enfin lieu dans les médias. On en terminera avec la mainmise sur les ondes de tous les amis du pouvoir, qui monopolisent les antennes, qui terrorisent et qui censurent les journalistes dans les conférences de rédaction. Le journalisme est un beau métier, je veux qu'il puisse être exercé en toute liberté, en toute indépendance.

Ainsi, je l'inscrirai dans la loi : aucun organe de la presse écrite et audiovisuelle ne pourra appartenir à une entreprise vivant de la commande publique.

Et je veillerai aussi jalousement à ce que la liberté puisse continuer à exister sur Internet, ce vaste espace où les intelligences et les vrais échanges trouvent aujourd'hui refuge.

La voix des Français devra se faire entendre bien fort pour faire exploser les barreaux de cette prison des peuples que l'Union européenne est devenue au fil des ans.

En 2005, nous avons exprimé notre soif de démocratie, de liberté, notre soif de France.

C'était le référendum sur la Constitution européenne et le glorieux non des Français, vous vous en souvenez bien sûr : ce non rempli d'espérance, ce non qui fit trembler la Caste politique, économique, médiatique, et frémir d'effroi les salles de marché.

Mais quelques années plus tard, toute honte bue, ils ont dit oui pour nous, à notre place, dans notre dos. Ils ont choisi de baisser la tête face aux puissances d'argent alors que le peuple français avait décidé de la relever, de la maintenir bien haute, contre vents et marées, fidèle à son histoire et aux glorieux combats de ses pères contre les oligarchies.

Il faut pourtant rappeler combien leur Europe dogmatique est l'ennemie de notre République.

Combien les dogmes qui fondent l'Union européenne ne sont pas nos lois !

« La concurrence libre et non faussée » n'est pas un projet de société et ne le sera jamais !

L'ouverture des frontières à tous les vents de la mondialisation, cet autre dogme de l'Union européenne, est une réalité désolante, navrante, que je refuse d'offrir comme unique perspective aux générations qui arrivent !

Et que dire de l'euro, le dogme suprême qui asphyxie depuis des années nos économies, tue nos industries, étouffe nos emplois ?

Ce dogme intouchable qui nous visse aux pieds le boulet de la dette des autres pays, la Grèce, l'Irlande, le Portugal, qu'on nous oblige à renflouer sans cesse, pour rien, sans débat, sans vote, alors que nous avons déjà une dette himalayenne de 1700 milliards d'euros !

Comment accepter d'alourdir notre propre dette de 60 milliards supplémentaires, pour rien, quand on demande dans le même temps des sacrifices à nos retraités, nos travailleurs, nos PME, nos fonctionnaires ?

Cessons de baisser les yeux face à ces maîtres illégitimes, ces perroquets qui répètent en boucle leurs dogmes absurdes depuis des années, des lustres, des décennies, alors même que les faits leur donnent cruellement tort !

Ces maîtres illégitimes qui nous ont engagés malgré nous dans une course folle, une fuite en avant tragique pour tenter de sauver leur euro. Quitte à tout détruire : notre modèle social, nos retraites, nos services publics, notre patrimoine.

Relevons la tête.

Regardons ces maîtres illégitimes droit dans les yeux, sans crainte. Et rappelons leur qui est maître chez soi en démocratie : le peuple, et personne d'autre !

Alors, oui, mes chers compatriotes, ma vision de l'Europe n'est pas la leur ! Face à leur Europe des marchés financiers, il y a place pour une Europe de la raison, une Europe de l'espérance.

Une Europe qui respectera chacun des peuples qui la compose, qui n'ira pas chercher ses ordres chez Goldman Sachs, qui ne balaira pas d'un revers de main et d'une bouffée de cigare les référendums, comme ils ont osé le faire vis-à-vis des Grecs.

Une Europe qui sera enfin au service des citoyens, en proposant des projets concrets, pour l'industrie, l'espace, les PME et les PMI, la recherche, l'environnement, nos étudiants ! Une Europe qui se protégera et protégera ses peuples.

Mon projet pour l'Europe est en parfaite cohérence avec mon projet économique pour la France, parce qu'il obéit à la même exigence fondamentale : le peuple toujours, le peuple partout.

L'effroyable machine financière, qui s'emballa depuis 2008, doit elle-aussi trouver son maître.

Je vous le dis et je veux que les Français le sachent : il n'y a aucune fatalité de la crise, et celle-ci, même si elle est interminable, n'est pas une catastrophe naturelle. Elle est le fruit de choix politiques absurdes, d'une idéologie qui, comme toutes les idéologies, ne voit pas d'autre issue à sa faillite qu'un renforcement de ses principes !

Il faut remettre les choses à l'endroit, dans le bon sens : l'économie doit être au service des peuples et non pas les peuples au service de l'économie.

Toujours prompts à se courber, nos dirigeants politiques n'ont de cesse de répéter qu'hors de l'empire européiste, point de salut !, que nous sommes un pays faible et petit...ce sont eux qui sont faibles et petits !

La France, 5ème puissance économique de la planète (on finirait par l'oublier) doit reprendre confiance en elle et se donner les moyens de revenir pleinement dans le jeu des nations avec ses partenaires.

Ma boussole vous la connaissez, elle n'a pas varié et elle ne variera pas : la croissance, l'emploi et le pouvoir d'achat.

L'ensemble de mon projet de redressement économique et social vise cet impérieux objectif.

Il passe par notre réarmement face à la mondialisation, parce qu'on n'aura rien réglé tant qu'on n'aura pas eu le courage, que nous avons eu seul et depuis des années, de poser la seule question qui vaille : celle de la mondialisation débridée.

Se réarmer face à la mondialisation, c'est se redonner les moyens d'exister et de se construire un avenir.

C'est la chance que nous avons, peut-être la seule chance si on y réfléchit bien, d'offrir à nos enfants, à nos petits-enfants, une place dans notre société. La chance de trouver un emploi.

La chance de pouvoir jouir d'un niveau de vie acceptable, parce qu'on aura refermé la parenthèse d'une concurrence internationale déloyale qui écrase tout : nos salaires, nos industries, nos PME et nos emplois.

L'espérance de ce projet de redressement économique est contenue dans ce mot : réindustrialisation.

Ah bien sûr, ce mot, vous l'entendrez sûrement claquer pendant la campagne dans la bouche de ceux qui ont fermé nos usines les unes après les autres, mais posez-vous bien toujours cette question : que mettent-ils derrière ce slogan de campagne ? Veulent-ils vraiment changer les choses ? Sont-ils crédibles quand ils en parlent ? En nous posant ces questions, nous avons les réponses...

Albert Einstein avait trouvé lui la réponse lorsqu'il disait « que l'on ne règle pas les problèmes avec ceux qui les ont créés ».

Une Planification Stratégique de la Réindustrialisation directement rattachée au premier ministre associant établissement universitaires et grandes écoles, filières industrielles et représentants de l'Etat organisera la réindustrialisation de la France.

Le fer de lance de cette réindustrialisation sera l'Etat stratège, un Etat fort qui mettra en place des protections intelligentes aux frontières, pour faire cesser cette concurrence déloyale et rétablir une justice dans les échanges commerciaux.

Et la restauration organisée de notre liberté monétaire nous redonnera les marges d'ajustement nécessaires pour favoriser la compétitivité de notre industrie.

La machine France est une des plus performantes du monde, à condition qu'elle soit pilotée et que l'on ne bride pas les énergies notamment celle de nos PME/PMI, qui seules créent l'emploi et qu'on a si lâchement laissé tomber.

L'Etat doit cesser son soutien exclusif aux très grands groupes, au bénéfice d'un appui massif aux PME/PMI.

Oui je le dis sans détour, et ce sera l'objet du plan que je mettrai en œuvre : « Les PME/PMI d'abord » !

Ainsi, le crédit impôt recherche visera en priorité les PME innovantes et cessera d'être une subvention non justifiée aux très grands groupes qui délocalisent.

Il sera conditionné au maintien des centres de recherche et développement en France.

On donnera enfin priorité aux PME/PMI dans l'attribution des marchés publics de l'Etat et des collectivités locales et, si ça ne plait pas à Bruxelles- ce sera le même prix !

Une loi « Acheteons français » incitera ces mêmes administrations à acheter prioritairement des produits français, industriels, artisanaux et agricoles.

Et puis nous valoriserons partout le « made in France » parce que la France est remplie de talents, parce que son génie national est intact à condition qu'on sache mettre en œuvre un environnement propice à son expression.

Je le crois mes chers compatriotes : le redressement économique viendra, il puisera dans les immenses réserves d'intelligence du peuple français.

Mais, restaurer la démocratie, sortir du piège européen, mettre l'économie au service de l'homme, de la croissance, de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Rien de cela ne sera possible sans l'autorité d'un Etat fort.

Vous le savez, je veux redonner toute son autorité à l'Etat, aujourd'hui terriblement affaibli. Cet engagement est au cœur de mon projet présidentiel.

Je veux le faire parce que seul l'Etat peut protéger la parole du peuple dont il émane.

Seul un Etat fort peut assurer la démocratie, se défaire des soumissions de toutes sortes, et dicter sa loi

aux marchés ! Sans un Etat fort, il n'est pas de solidarité possible, il n'est pas de justice possible.

Rappelez-vous en 1958, Michel Debré l'avait résumé « il est d'abord et avant tout d'essayer de reconstruire un pouvoir sans lequel il n'est ni Etat, ni démocratie, c'est-à-dire en ce qui nous concerne, ni France, ni République ».

Mais surtout sans État fort il n'y a pas de sécurité, sans autorité il n'y a pas de sécurité. Nous le savons bien, si nos forces de l'ordre manquent de personnel et de matériel, ce dont elles manquent surtout, c'est de volonté, de consignes, c'est d'instructions claires, c'est de soutien pour mener à bien la délicate mission qui est la leur. Avec nous, elles l'auront et nous ferons voter la présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre.

C'est cet Etat fort qui a su à travers les siècles unifier la Nation, contenir les féodalités et les communautarismes, anéantir la tribalisation, aménager notre territoire et offrir progressivement à tous une éducation, des soins, une sécurité et des services publics de qualité.

L'Etat fort, pas gros j'ai bien dit fort, est donc au cœur de l'histoire de notre Nation.

Il est le meilleur défenseur des valeurs de la civilisation française.

L'esprit de la France

Car, au-delà de la France, c'est aussi l'esprit de la France que je m'attacherai à défendre.

Il ne faut jamais l'oublier : nous savons où nous allons car nous savons d'où nous venons.

Cette traçabilité s'inscrit dans l'histoire millénaire de notre pays. Cette mémoire vivante qui unit des générations entières est notre trésor national, une richesse incomparable à laquelle nous tenons comme à la prune de nos yeux.

Préserver, transmettre ce patrimoine, c'est bien évidemment tourner le dos à cette globalisation qui réduit les Nations à de simples espaces géographiques, qui rejette l'héritage des peuples constitués pour édifier l'homme nouveau, déshumanisé, sans racines, ni mémoire collective, que veulent engendrer nos adversaires, réduit au seul rôle de producteur ou de consommateur.

Cette vision du village global, dont le seul horizon serait le consumérisme, n'est pas la nôtre, elle est incompréhensible pour notre vieille nation qui s'est construite et consolidée au fil de sa longue histoire autour de valeurs incontournables : la perpétuation de nos fondamentaux, la transmission de nos savoirs, la conservation de notre formidable patrimoine culturel, la défense de notre identité, le respect de l'individu, de sa liberté, de son intégrité, de son aspiration à s'élever intellectuellement et spirituellement.

La France demeure cette grande Nation capable de transmettre, parce qu'elle a su faire de la famille, le pilier central et fondamental de la société.

Maintenir ce lien primordial qu'est la famille, c'est assurer la pérennité de notre héritage civilisationnel, c'est consolider ce socle sur lequel repose l'avenir de notre Nation.

La famille est sacrée, elle est ce lien essentiel par lequel se transmettent, de génération en génération, les valeurs essentielles d'éducation, de civisme, de solidarité, de morale.

Nous avons envers nos enfants et envers ceux qui demain écriront l'histoire de notre pays ce devoir : protéger, défendre, valoriser la famille.

Nous remettons au cœur de la préoccupation publique, la politique familiale. Une politique d'envergure, ambitieuse.

Le rôle de parent sera enfin reconnu par la création notamment d'un revenu parental et d'un statut juridique et social qui y sera associé.

Aux côtés de la famille qui est le fondement de l'éducation, l'Ecole doit redevenir ce berceau de l'instruction, de l'acquisition des savoirs, qui participent de l'éveil et de la formation intellectuelle de nos enfants.

C'est au cœur de cette école républicaine que se construit l'avenir de la Nation, que chacun, quelle que soit son origine sociale, peut s'élever au sein de l'élite républicaine, que s'exprime véritablement l'égalité.

Or, nous le savons, tout affaiblissement de l'école est payé d'abord par les classes populaires qui voient alors s'éloigner l'idéal de la méritocratie au bénéfice d'une reproduction endogamique des classes supérieures.

Ce parcours vers l'excellence exige que l'école se recentre sur sa mission essentielle qui est et demeure la transmission des savoirs fondamentaux.

Aujourd'hui, elle s'éparpille !

L'accent sera mis dès la maternelle et plus encore à l'école élémentaire, sur l'apprentissage du français et du calcul.

Quant à l'étude de l'Histoire de France, chronologique bien évidemment, elle retrouvera sa place au cœur de l'apprentissage car un enfant doit savoir d'où il vient pour savoir qui il est et, plus tard, savoir où il va.

La transmission des savoirs, c'est aussi celle du savoir-faire, de cette richesse que constitue la création artisanale française connue pour son excellence aux quatre coins du monde.

Faire à nouveau souffler l'esprit de la création. C'est valoriser l'apprentissage notamment en l'autorisant dès 14 ans, c'est donner aux filières professionnelles trop longtemps ignorées, les moyens de leurs ambitions pour leur permettre d'assurer une formation de qualité et défendre simplement, à travers elle, le bonheur du travail bien fait.

Mais, ce souci essentiel de préservation et de transmission de notre patrimoine serait vain sans une détermination sans faille à préserver notre identité nationale.

Cette patrie charnelle qui est inscrite en chacun d'entre-nous est notre bien le plus précieux.

Un repère inestimable dans un monde en perpétuel mouvement.

Il n'y a pas de Nation sans peuple, cette vérité essentielle, nous la répétons et nous la répéterons inlassablement aux apôtres d'un monde sans frontières qui affranchit les individus de toute attache, qui créent au fil des intérêts mercantiles de la mondialisation financière des Français de circonstance ou de convenance, des outils humains du rendement et du profit au moindre coût.

Nous le disons sans complexe ni ressentiment envers quiconque : la France ne peut plus accueillir des populations qu'elle n'a plus les moyens d'assimiler. Cet accueil forcé se fait au détriment de nos propres compatriotes et des plus fragiles d'entre-eux.

Toutes les mesures seront donc prises pour arrêter l'immigration dont le niveau, aujourd'hui, devient insoutenable.

Et parce que nous sommes guidés par le souci permanent d'assurer le bien-être de notre peuple, nous appliquerons le principe de priorité aux Français dans l'accès à l'emploi, au logement et dans l'attribution d'aides sociales.

A ceux qui ont choisi de vivre en France et qui ont bénéficié de notre hospitalité, nous rappellerons également que ce cheminement commun exige le partage des valeurs et des principes qui fondent notre société.

L'assimilation, c'est accepter de renier une partie de soi-même pour mieux se fondre dans la communauté nationale, c'est en épouser sans réserve les traditions, les codes, les mœurs, les valeurs, les lois au premier rang desquelles la laïcité à laquelle nous sommes profondément attachés.

A l'heure où les revendications communautaristes fragmentent l'unité nationale, diluent notre identité et cherchent à remettre en cause la loi de la République qui est la loi qui doit s'appliquer à tous les citoyens, je ferai inscrire dans la Constitution que « la République ne reconnaît aucune communauté » et stopperai toutes subventions aux associations communautaristes.

La France est Une et indivisible, et ce principe fondamental n'est pas négociable.

Quant à ceux qui pensent que ma vision est exclusivement nationale, je leur dis qu'ils se trompent lourdement. La place et le rôle de la France dans le monde est au contraire, pour moi, une préoccupation centrale.

Ces dernières décennies, tous les gouvernements, les uns après les autres, ont contribué au déclassement européen et mondial de la France.

Leur politique a mis en péril notre équilibre intérieur et notre sécurité extérieure. Elle a gravement compromis notre liberté. Elle a abaissé notre rang.

Pourquoi ?

Parce que nos adversaires politiques ont fondé leur action sur un contresens historique. Ils ont décrété, car prisonniers de leur idéologie mondialiste, que l'histoire nous emmenait vers un monde globalisé sans Etats dans lequel allait s'imposer universellement le « modèle occidental américain ».

Ils se sont trompés et leur erreur est l'origine même de notre déclin

De l'Asie à l'Amérique Latine, en passant par le monde musulman, un nouveau monde émerge, fondé sur l'affirmation des identités et des souverainetés nationales.

Le retour de l'Asie, en particulier, annonce la fin de la primauté de l'Occident sur le monde. Nous marchons vers un monde multipolaire et nous devons nous en réjouir.

En conséquence, nos grandes orientations de politique étrangère doivent être refondées, et les clefs de cette refondation se trouvent dans nos fondamentaux historiques, dans les constantes géopolitiques de la France.

Trois mots clefs sont la base de notre puissance, ceci depuis des siècles :

Souveraineté, équilibre et monde. France puissance souveraine, France puissance d'équilibre, et France puissance mondiale.

Or nos gouvernements ont fait le contraire : ils ont détourné la France de sa grande politique mondiale pour la rétrécir au seul horizon européen ; ils ont aligné la France sur les Etats-Unis au lieu de fortifier son rôle d'équilibre entre les empires ; ils ont sacrifié notre souveraineté pour tenter de nous fondre dans un Empire européen impotent, privé d'identité.

Le monde qui se prépare est sous le péril de conflits de grande ampleur parce que les Etats-Unis, confrontés au risque d'un effondrement économique consécutif à la perte du statut de monnaie de réserve du dollar, verront probablement leur suprématie violemment contestée.

Ensuite parce que la raréfaction des ressources stratégiques (énergétiques, minérales, alimentaires...) va exacerber la compétition entre les géants émergents, l'Inde et la Chine en particulier.

Le dérèglement de tous les impérialismes, américain, islamiste, chinois... est donc à prévoir dans les années à venir.

Dans ce contexte, et une fois de plus dans son histoire, la France sera amenée à jouer un rôle d'exception ! Elle pourra en effet contribuer à prévenir ces périls, en retrouvant sa vocation de puissance d'équilibre.

Notre projet de politique étrangère est tout à la fois un projet de puissance pour la France et de paix pour le monde.

Nous voulons refonder l'influence de la France dans le monde sur sa capacité à apporter la paix et prévenir les conflits de demain.

Mais cela ne sera possible que si nous restaurons la crédibilité de nos outils de puissance, outils diplomatique et militaire.

Ce qui différencie fondamentalement et radicalement notre projet de politique étrangère avec celui de tous nos adversaires, sans exception, tient à deux choses :

1/ Leur résignation leur fait croire que la France n'a plus d'avenir et qu'elle doit se fondre dans un bloc euro-atlantique ; nous pensons exactement le contraire : la France n'aura d'avenir qu'en s'extirpant de la logique euro-atlantique.

2/ Leur résignation leur fait croire que la guerre est inéluctable et que nous devons nous abriter derrière l'Amérique.

Là encore nous pensons exactement le contraire : aucune guerre n'est inéluctable, tout dépend de nous, et si elle éclatait dans un contexte euro-atlantique, nous serions l'une des premières cibles et l'une des plus vulnérables.

Pour sortir de « l'inéluctable » programmé par nos « élites » résignées, et qui peut conduire au chaos, nous proposons une rupture forte.

La politique est aussi l'art du possible.

Cette rupture n'est pas seulement souhaitable.

Elle est possible justement parce que nous ne sommes pas les seuls à la souhaiter, loin s'en faut. D'autres pays la souhaitent et c'est avec eux que nous voulons reconstruire l'avenir.

Nos axes de politique étrangère modifieront en profondeur le destin de notre pays et rendront possible son retour au premier plan :

1/ L'avènement d'une Europe des Nations, une sortie du commandement intégré de l'OTAN et l'offre faite à la Russie d'une alliance stratégique poussée, fondée sur un partenariat militaire et énergétique approfondi, le refus de la guerre d'ingérence et le soutien au droit international.

2/ La proposition de la formation d'une Union paneuropéenne des Etats souverains incluant la Russie et la Suisse et respectant le statut de neutralité, le droit national, la fiscalité nationale... La Turquie ne sera pas associée à ce projet.

3/ La renégociation de tous les partenariats économiques avec les pays du Maghreb sur la base d'un arrêt des flux migratoires.

4/ Une grande politique de la mer, avec la création d'un Conseil stratégique permanent de la mer, visant à faire de la France (en s'appuyant et en développant les atouts que représentent nos territoires d'Outre-mer), une puissance de médiation des conflits de souveraineté maritime, et une puissance d'innovation dans le domaine de la recherche maritime (Arctique, Antarctique, ressources énergétiques et alimentaires de demain...).

5/ Une grande politique de développement de l'Afrique. L'Afrique est aujourd'hui abandonnée aux puissances émergentes, la Chine, l'Inde, le Brésil et même la Russie qui revient.

Nous voulons rompre avec la France-Afrique corruptrice et poser les bases d'une politique africaine fondée d'une part sur un respect réel des souverainetés nationales africaines, d'autre part sur un soutien fort par l'Etat français des investissements privés français en Afrique et d'un arrêt des flux migratoires vers notre pays.

6/ Nous devons ensuite promouvoir la langue française dans le monde. Nos gouvernements ont tout lâché sur la francophonie. Ils n'ont jamais considéré celle-ci comme une œuvre sérieuse. Or l'anglais n'est la première langue mondiale que parce que les Etats-Unis sont la première puissance mondiale.

Langue et puissance vont ensemble.

Le combat pour la langue française, sur tous les continents, participe de la restauration de notre influence.

7/ La politique asiatique doit aussi être volontariste. La France est en retard en dehors de son champ d'influence historique (ex-colonial). Notre absence en Asie est criante.

Nous devons nous renforcer en Inde, en Indonésie, en Malaisie... La formation de diplomates spécialistes de l'Asie et le renforcement de notre projection dans ces pays seront parmi nos priorités de politique étrangère.

8/ La restauration d'une politique arabe de la France. Les guerres d'Irak et les révolutions arabes auront eu progressivement raison de notre influence dans le monde arabe.

Le Quai d'Orsay se targue aujourd'hui de notre partenariat avec le Qatar. Certes le Qatar est très riche en gaz et développe sa propre influence dans le Golfe et au-delà, mais notre politique arabe ne saurait se réduire à ce petit émirat, ami proche, il est vrai, de notre Président de la République.

La restauration de notre politique arabe passe d'abord par la restauration de notre politique d'équilibre

au Proche-Orient : nous soutiendrons la formation d'un Etat palestinien, tout en assurant Israël de son droit à l'existence et la sécurité. Dans le même temps, nous ferons connaître notre ligne rouge : la France ne discutera ni négociera avec aucun gouvernement pratiquant ou soutenant des groupes pratiquants le terrorisme, quelle que soit la cible (Europe, Etats-Unis, Israël, Russie...).

En la matière, la France ne se fiera qu'à ses propres critères d'évaluation (nos services secrets) et non aux évaluations étrangères qui firent souvent l'objet de désinformation, nous gardons tous en mémoire la fable des armes de destruction massive irakiennes.

Enfin, nous devons devenir une puissance d'équilibre et de médiation. Dans l'ensemble des confrontations duales (Etats-Unis contre Chine, Chine contre Inde, Inde contre Pakistan, Iran contre Arabie Saoudite, Venezuela contre Etats-Unis...) nous nous efforcerons de jouer ce rôle d'équilibre et de médiation.

C'est ainsi, et seulement ainsi, que la France, se rendant utile à la paix du monde, verra son influence et son prestige augmenter.

Voilà donc brossé, mes Chers Amis, le grand projet que j'ai pour la France.

Retrouver la voie qui nous mènera vers la liberté, la sécurité, la prospérité, la fierté d'être ce que nous sommes, la grandeur de notre destinée, c'est tout le sens de la révolution démocratique, pacifique et patriotique à laquelle je vous appelle : la révolution Bleu Marine !

Vive la République !

Vive la France !